



AMBASSADE DE SUISSE
EN ESPAGNE

R.P. N° 3 - CD/pj

28001 MADRID, le 30 juin 1987

Núñez de Balboa 35,7°
Adresse postale:
Apartado 1317
28080 MADRID
Tél. 431.34.00

C o n f i d e n t i e l

D F A E

Secrétariat politique

Situation politique et économique de
l'Espagne à fin 1987

Beaucoup d'observateurs sont perplexes quant à l'avenir immédiat de l'Espagne. Ils voient une droite qui pense, dans sa majorité, que le PSOE n'a renié le marxisme que du bout des lèvres et qui, s'il pratique une politique économique classique, c'est pour mieux dissimuler ses vraies fins (le Nonce, par exemple, partage dans l'ensemble ces vues). L'armée est divisée, donc, en principe, sans grande force et je crois que l'on peut raisonnablement exclure un pronunciamiento. Le seul danger pourrait venir du terrorisme basque; il n'est en effet pas exclu que, face à une recrudescence des attentats de l'ETA militaire, un gouvernement, sous la pression populaire, se résigne à faire appel à l'armée pour extirper le terrorisme, avec le prix politique que cela impliquerait. L'Espagne n'en est heureusement pas là et les premières paroles du Président Felipe González, après le récent attentat de Barcelone, furent un appel au sang-froid et au calme.

L'observateur voit ce que l'on a baptisé le centre - constitué aux premiers jours de la transition par une majorité d'anciens de la phalange et du franquisme, dont son chef, Adolfo Suárez, est aussi issu - renaître de ses cendres et grignoter des voix à gauche au PSOE, à droite à l'AP. Reste à savoir si Suárez sera véritablement, comme il le prétend, le seul et véritable adversaire de Felipe González aux élections générales de 1990: deux hommes au charisme certain se partageant une notable partie du vote féminin, aux programmes politiques d'une grande souplesse (surtout Suárez), habiles politiciens l'un et l'autre, connaissant à fond les arcanes du gouvernement. Cette confrontation entre un social-démocrate et un centriste qui se dit de gauche pourrait paraître relativement anodine et même peut-être bénéfique. J'en doute cependant car Suárez n'a jamais pardonné à Felipe González ses attaques lorsque ce dernier était dans l'opposition, et surtout de l'avoir pratiquement annihilé lors des élections parlementaires d'octobre 1982. Reste la droite classique, l'Alliance Populaire, dirigée maintenant par des cadres très jeunes, en légère



- 2 -

perte de vitesse, mais qui en deux ans ne disparaîtra pas du panorama politique. Il est donc vraisemblable que l'on verra des élections à trois candidats. La démocratie chrétienne est morte, son aile gauche ayant passé en 1982 déjà au PSOE, son aile conservatrice, après avoir quitté la "Coalition populaire" de Fraga, ayant pratiquement disparu ce mois, lors des élections municipales. Il en est de même des deux partis libéraux qui, en fait, n'avaient que des chefs et bien peu de troupes. Le parti communiste et ses alliés, réunis électoralement sous le nom de "Gauche unie", n'ont regagné qu'une partie des voix perdues au cours des dernières années.

Sur le plan économique, Felipe González et le PSOE ont fait preuve de courage. Dès 1982, ils se sont mis à deux tâches essentielles et ingrates, la lutte contre l'inflation et la restructuration industrielle, qui signifient en fait blocage des salaires réels et chômage. Il est évident que seul un gouvernement de gauche contrôlant un des deux grands syndicats pouvait s'y atteler. Un gouvernement de droite aurait en effet eu à faire face, immédiatement, aux attaques des deux syndicats socialiste et communiste. Or, l'UGT, syndicat socialiste, après avoir joué le jeu gouvernemental pendant quatre ans, commence à se regimber, craignant de voir sa base, atteinte dans ses intérêts économiques immédiats, passer au syndicat communiste. Le Gouvernement cherche à reprendre l'initiative en préconisant un pacte social qui lui assurerait une vie sociale pas trop agitée jusqu'aux élections de 1990.

Les succès politiques et économiques de Felipe González - référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'OTAN, adhésion aux CE - sans être oubliés, sont quelque peu ternis par une négociation difficile et quelque peu maladroitement avec les Etats-Unis sur le maintien de leurs bases dans la Péninsule, une facture financière assez lourde, paraît-il, à l'égard de la caisse commune de Bruxelles et un déficit commercial considérable envers les autres pays membres des CE. Il semble à ce propos que l'on paie maintenant un manque de préparation évident tant du côté gouvernemental que des milieux industriels. Cela dit, ces ombres ne doivent pas faire oublier une amélioration constante de la balance des paiements courants, une augmentation sensible des réserves en devises, une diminution de la dette étrangère, un taux de croissance de plus de 3 %. Ce dernier ne sera cependant pas suffisant pour résoudre, même partiellement, un des problèmes les plus aigus, celui d'un chômage de près de 3 mio. de salariés. Même si les statistiques sont quelque peu sollicitées et l'"industrie submergée" en augmentation, le chômage réel reste très élevé et le Gouvernement ne peut naturellement pas avouer qu'il est en grande partie structurel.

On ne voit pas ce que le Gouvernement va faire dans l'immédiat pour redresser la barre après la perte de voix des dernières municipales. Certains observateurs pensent qu'il essaiera de regagner du terrain à gauche et donnera dès lors un coup de barre dans cette direction, mais personne ne sait dans quels domaines ces changements pourraient s'effectuer. On semble exclure, par exemple, que la lutte contre l'inflation soit abandonnée ou même infléchie. En politique intérieure, rien de bien tentant ne s'offre, si ce n'est une lutte plus efficace contre le terrorisme et la délinquance en général, avec les difficultés que cela pourrait provoquer. En politique étrangère, un coup de barre à gauche qui signifierait en fait un retour à 1982, où l'on célébrait les mérites de Cuba, du Nicaragua, etc., ne pourrait guère aller très loin, un certain nombre de pays des CE n'étant vraisemblablement pas disposés à se laisser entraîner dans cette voie. J'aurais donc tendance à croire que le Gouvernement ne fera pas grand'chose de nouveau. Les socialistes ont, durant cinq ans, donné l'exemple, grâce à leur majorité absolue tant sur le plan national que dans la plus grande partie des régions autonomes et dans beaucoup de municipalités, d'une intolérance et d'un manque de prise en compte des intérêts des minorités assez consternants. Vont-ils assouplir leur attitude ?

Une réforme de l'administration, l'une des plus mauvaises de la région méditerranéenne, s'imposerait, aussi pour permettre à l'économie de souffler et de se libérer des entraves administratives actuelles. Hélas, les habitudes ancestrales sont telles qu'un changement radical ou même partiel paraît bien peu probable. Mais à moyen et long termes, le problème le plus délicat, du moins aux yeux d'un Suisse, reste le régime des autonomies. On a le sentiment après quelques années de pratique que le Gouvernement socialiste, centralisateur - comme d'ailleurs la droite -, après avoir été contraint d'accepter l'autonomie des régions, cherche à reprendre d'une main ce qu'il a donné de l'autre. C'est du moins ce dont l'accusent les dirigeants des partis régionalistes. Au Pays basque, aucune solution n'est en vue; il faudra malheureusement s'accoutumer à y vivre avec la violence; une des régions les plus prospères du pays est regrettamment en train de sombrer dans la médiocrité économique. La Catalogne offre au contraire l'image d'une région prospère, équilibrée économiquement, fort bien dirigée par Jordi Pujol, à la tête de deux partis régionaux, l'un de tendance démocrate chrétienne, l'autre du centre droit. Un des grands mérites de Pujol est d'avoir convaincu la bourgeoisie catalane d'arracher à l'extrême-gauche - surtout aux anarchistes - le monopole du "catalanisme". Les conditions en Catalogne sont donc fondamentalement différentes de celles au Pays basque, où les éléments les plus durs de l'ETA militaire sont marxistes. En Galice, troisième région autonome dite historique, les partis de droite, nationaux et régionalistes, s'opposent avec difficultés et souvent dans la confusion à une forte minorité socialiste, le seul point d'entente paraissant être, dans cette région montagneuse et de petites propriétés, une volonté d'indépendance à l'égard du Gouvernement central.

- 4 -

Au Pays basque, le PNV, parti régionaliste de centre droit, partage le gouvernement avec les socialistes, solution qui permet de gouverner au jour le jour, mais pas de résoudre les très graves problèmes de la région.

La Couronne, forte d'une transition réussie - le Roi et son père, le Comte de Barcelone, y ont joué un rôle important - et d'un couple royal populaire, occupe une place qui semble pour l'instant incontestée, même par l'extrême-gauche. La République, symbole pendant longtemps des forces de gauche, est oubliée. Il n'y a plus de parti monarchiste en Espagne, ce qui est logique, les pouvoirs du Roi étant selon la Constitution assez réduits. Cela dit, son influence est loin d'être nulle et s'est fait sentir à plusieurs reprises, particulièrement dans des moments délicats.

L'Eglise reste forte, quoique divisée en éléments conservateurs et progressistes, mais, comme je l'ai dit plus haut, il n'existe plus de parti confessionnel.

Une nouvelle baisse des voix socialistes aux élections parlementaires de 1990, après le coup de semonce des municipales de ce mois, ne serait pas dramatique pour le pays, la présence du parti charnière de Suárez pouvant faire l'appoint pour former un gouvernement de droite avec AP ou, plus probablement, avec le PSOE.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE



P. CUENOUD